

Annexe

GRAND CONSEIL

2021-DFAC-33

Projet de loi :
Projet de modification de la loi relatif à la Stratégie
d'éducation numérique cantonale de l'école obligatoire
ordinaire et spécialisée

Propositions de la commission ad hoc CAH-2023-014

Présidence : Pierre Vial

Membres : Laurent Baeriswyl, Daniel Bürdel, Catherine Esseiva, Marc Fahrni, Liliane Galley, Benoît Glasson, François Ingold, Grégoire Kubski, Ivan Thévoz, Antoinette de Weck

Entrée en matière

La commission propose au Grand Conseil tacitement d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Renvoi au Conseil d'Etat

Renvoyer le projet au Conseil d'Etat afin que celui-ci le modifie comme suit : voir la proposition de renvoi en annexe.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 16 novembre 2023

Anhang

GROSSER RAT

2021-DFAC-33

Gesetzesentwurf:
Gesetz zur Änderung des Schulgesetzes betreffend die
kantonale digitale Bildungsstrategie an den Regel- und
Sonderschulen

Antrag der Ad-Hoc Kommission AHK-2023-014

Präsidium: Pierre Vial

Mitglieder: Laurent Baeriswyl, Daniel Bürdel, Catherine Esseiva, Marc Fahrni, Liliane Galley, Benoît Glasson, François Ingold, Grégoire Kubski, Ivan Thévoz, Antoinette de Weck

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

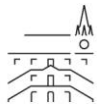
Rückweisung an den Staatsrat

Den Entwurf an den Staatsrat zurückweisen, damit ihn dieser wie folgt ändert: siehe Rückweisungsantrag im Anhang.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (Freie Debatte) behandelt wird.

Den 16. november 2023



Demande de renvoi

Projet de modification de la loi relatif à la Stratégie d'éducation numérique cantonale de l'école obligatoire et spécialisée [2021-DFAC-33]

La commission ad hoc chargée de l'examen du projet de modification de la loi relatif à la Stratégie d'éducation numérique cantonale de l'école obligatoire et spécialisée (Stratégie EdNum) propose au Grand Conseil, à l'unanimité de ses membres, de renvoyer ledit projet au Conseil d'Etat pour nouvel examen et proposition.

1. Contexte

La commission ad hoc s'est réunie à quatre reprises. La première séance, le 6 septembre 2023, a été dédiée à une présentation approfondie du projet par la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC). A l'issue de cette séance, au vu des nombreuses interrogations demeurées en suspens, il a été décidé de surseoir au vote sur l'entrée en matière jusqu'à ce que la Direction ait apporté les compléments d'information demandés. Elle était notamment priée :

- > d'expliquer pourquoi les coûts de l'accompagnement pédagogique et de la formation des enseignants, liés à la mise œuvre du volet numérique du Plan d'études romand (PER), étaient intégrés au projet plutôt qu'aux budgets de fonctionnement ;
- > de fournir le récent rapport d'évaluation du projet 1:1 (mise à disposition d'un appareil électronique personnel et individuel à chaque élève) développé dans les CO de la Singine depuis la rentrée 2020/2021 ;
- > de fournir une synthèse des expériences de numérisation de l'éducation menées en Suisse et à l'étranger, notamment en Suède où le choix du « tout numérique » a été abandonné au profit d'un retour à des méthodes d'apprentissage plus traditionnelles ;
- > d'approfondir la question de l'impact de l'exposition aux écrans sur la santé et l'attention des élèves.

La commission a réservé sa deuxième séance, le 15 septembre 2023, à une visite du CO de Guin. Il s'agissait pour elle d'appréhender la réalité de l'implémentation du projet 1:1 – financé par les communes – et de la mise en œuvre du volet numérique du Lehrplan 21 dans les CO singinois (Wünnewil, Tavel, Guin et Planfayon, soit plus de 1400 élèves et 250 enseignants).

La commission a par ailleurs, ce jour-là, pris connaissance du rapport d'évaluation du projet 1:1 développé dans les CO singinois. Ce rapport fait la synthèse d'une enquête – anonymisée – menée en mai 2023 pour laquelle tous les élèves de 9H, 10H et 11H, ainsi que l'ensemble des enseignants ont été interrogés. Le taux de retour s'est monté à 81% (élèves) et 63% (enseignants). Les résultats ont pu être comparés à ceux d'une première enquête menée en 2021¹.

Lors de ses troisième et quatrième séances, le 25 octobre et 16 novembre 2023, la commission – après avoir pris connaissance des réponses et documents complémentaires apportés par la Direction – a encore largement discuté du projet soumis. Si l'entrée en matière n'a pas été combattue – chacun reconnaissant l'importance de l'éducation des élèves au numérique –, il a été décidé, à l'unanimité, de renvoyer le projet au Conseil d'Etat.

¹ [Evaluation Projekt 1to1 OS-Sense](#)

2. But du renvoi et résultat attendu

L'article 142 alinéa 2 de la loi sur le Grand Conseil dispose que « la proposition de renvoi de tout ou partie d'un projet doit être formulée d'une manière qui permette au Conseil d'Etat ou à la commission de connaître clairement le but du renvoi et le résultat qui en est attendu ». Aussi la commission détaille-t-elle ci-après les motivations justifiant sa proposition de renvoi.

2.1. Séparation des coûts matériels et pédagogiques

La commission considère que les coûts pédagogiques – formation des enseignants et accompagnement pédagogique – liés à la mise en œuvre du volet numérique du PER (20,1 millions de francs sur cinq ans) doivent être sortis du projet et intégrés aux budgets de fonctionnement ordinaires des services de l'enseignement. Il ne saurait en effet être question de soumettre ces éléments au vote populaire étant entendu que, quel que soit le résultat, le canton devra se conformer à ses obligations intercantionales (respect du concordat HarmoS et de la Convention scolaire romande). La commission relève par ailleurs que le déploiement du volet numérique du Lehrplan 21, dans la partie germanophone, a été financé par des budgets ordinaires. L'équité plaide ainsi pour qu'il en aille de même dans la partie francophone.

2.2. Prise en charge par l'Etat des frais d'équipement informatique du primaire

Le PER consacre désormais l'éducation numérique comme domaine disciplinaire. Son enseignement commence progressivement dès la 1H et se poursuit tout au long de la scolarité obligatoire. La commission estime que l'équipement informatique nécessaire au bon fonctionnement des cours doit être considéré comme une fourniture scolaire. Il revient ainsi à l'Etat, en vertu de l'article 66 alinéa 2 de la loi sur la scolarité obligatoire, d'en assumer entièrement les frais, de la 1H à la 11H.

Les dépenses induites par le déploiement de la Stratégie EdNum seraient ainsi, selon les chiffres fournis par la Direction, les suivantes :

> Mise en place d'un portail d'acquisition unique pour les commandes des équipements informatiques des écoles de la scolarité obligatoire	1,65 mio
> Achats d'équipements informatiques pour les élèves du CO	12,6 mio
> Achats d'équipements informatiques pour les élèves du primaire (selon les normes de dotation préconisées)	6,5 mio*
> Achats d'équipements informatiques pour le personnel enseignant et administratif cantonal des écoles	5,8 mio
> Mise en place d'un support informatique à l'échelle cantonale	9,5 mio
> Mise en œuvre, gestion et fonctionnement du programme	17,9 mio
Total à la charge du canton	53,95 mio

*Ce montant ne tient pas compte de l'exclusion de la dotation des classes de 1H et 2H (voir ci-dessous).

2.3. Dotation en équipements informatiques

La commission constate que selon le PER, l'éducation numérique des élèves de 1H et 2H peut se faire de manière « débranchée », sans recourir à des équipements informatiques. Elle demande dès lors au Conseil d'Etat d'exclure les classes de 1H et 2H des normes de dotation prévues dans la Stratégie EdNum (1 tablette pour 6 élèves).

La commission demande par ailleurs au Conseil d'Etat de proposer, plutôt qu'une dotation minimale par degré scolaire, une fourchette entre une dotation minimale, garante de l'équité numérique entre élèves, et une dotation maximale, garante d'une certaine sobriété numérique.

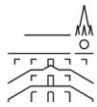
2.4. Compléments à apporter au message

La commission demande enfin au Conseil d'Etat de compléter et d'enrichir son message avec les éléments suivants :

- > bilan de l'impact environnemental du déploiement de la Stratégie EdNum (nombre d'appareils achetés, durée d'utilisation, recyclage, consommation électrique...);
- > synthèse des études consacrées à l'impact de l'usage du numérique sur la santé des enfants. Les études peuvent être placées en annexes du message ;
- > bilan des expériences de numérisation de l'éducation faites dans les CO singinois, d'autres cantons et à l'étranger, en Suède particulièrement. Les rapports peuvent être placés en annexes du message.

3. Conclusion

La commission ad hoc invite le Grand Conseil à entrer en matière sur le projet de modification de la loi relatif à la Stratégie d'éducation numérique cantonale de l'école obligatoire et spécialisée et à le renvoyer au Conseil d'Etat afin qu'il le modifie selon les propositions faites ci-avant.



Rückweisungsantrag

Gesetzesentwurf zur Änderung des Schulgesetzes betreffend die kantonale digitale Bildungsstrategie an den Regel- und Sonderschulen [2021-DFAC-33].

Die Ad-hoc-Kommission, die mit der Prüfung des Entwurfs zur Änderung des Schulgesetzes betreffend die kantonale digitale Bildungsstrategie an den Regel- und Sonderschulen (DigiBi-Strategie) beauftragt ist, beantragt dem Grossen Rat einstimmig, den Entwurf zur erneuten Prüfung und für neuen Antrag an den Staatsrat zurückzuweisen.

1. Hintergrund

Die Ad-hoc-Kommission ist viermal zusammengetreten. Die erste Sitzung am 6. September 2023 war einer ausführlichen Präsentation des Entwurfs durch die Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD) gewidmet. Nach dieser Sitzung wurde angesichts der vielen offenen Fragen beschlossen, die Eintretensabstimmung aufzuschieben, bis die Direktion die geforderten zusätzlichen Informationen geliefert hatte. Sie wurde namentlich gebeten:

- > zu erklären, warum die mit der Umsetzung des digitalen Teils des Westschweizer Lehrplans (Plan d'études romand, PER) verbundenen Kosten für die pädagogische Begleitung und die Ausbildung der Lehrpersonen in den Entwurf und nicht in die Budgets für die Laufende Rechnung aufgenommen wurden;
- > den jüngsten Evaluationsbericht zum Projekt 1to1 (Bereitstellung eines persönlichen und individuellen elektronischen Geräts für jeden Schüler) vorzulegen, das in den OS des Sensebezirks seit dem Schuljahr 2020/21 entwickelt wurde;
- > eine Zusammenfassung der Erfahrungen mit der Digitalisierung des Bildungswesens in der Schweiz und im Ausland, insbesondere in Schweden, wo die Entscheidung für «alles digital» zugunsten einer Rückkehr zu traditionelleren Lernmethoden aufgegeben wurde, zu liefern;
- > die Frage zu vertiefen, wie sich die Tatsache, dass die Schülerinnen und Schüler Bildschirmen ausgesetzt sind, auf ihre Gesundheit und ihre Aufmerksamkeit auswirkt.

Die Kommission widmete ihre zweite Sitzung am 15. September 2023 einem Besuch der OS Düdingen. Es ging ihr darum, die Realität der Implementierung des – von den Gemeinden finanzierten – Projekts 1to1 und der Umsetzung des digitalen Teils des Lehrplans 21 in den Sensler OS (Wünnewil, Tafers, Düdingen und Plaffeien, d. h. mehr als 1400 Schülerinnen und Schüler und 250 Lehrpersonen) zu erfassen.

Ausserdem nahm die Kommission an diesem Tag Kenntnis vom Evaluationsbericht zum Projekt 1to1. Dieser Bericht fasst eine – anonymisierte – Umfrage zusammen, die im Mai 2023 durchgeführt wurde und bei der alle Schülerinnen und Schüler der 9H, 10H und 11H und alle Lehrpersonen befragt wurden. Die Rücklaufquote betrug 81 % (Schüler/innen) und 63 % (Lehrpersonen). Die Ergebnisse konnten mit denjenigen einer ersten Umfrage, die 2021 durchgeführt wurde, verglichen werden¹.

In der dritten und vierten Sitzung am 25. Oktober und 16. November 2023 diskutierte die Kommission – nachdem sie die Antworten und zusätzlichen Dokumente der Direktion zur Kenntnis genommen hatte – noch einmal ausführlich über den vorgelegten Entwurf. Zwar wurde das Eintreten nicht

¹ [Evaluation Projekt 1to1 OS-Sense](#)

bestritten – alle erkannten die Bedeutung der digitalen Bildung der Schülerinnen und Schüler an –, doch wurde einstimmig beschlossen, die Vorlage an den Staatsrat zurückzuweisen.

2. Zweck der Rückweisung und erwartetes Ergebnis

Artikel 142 Abs. 2 des Grossratsgesetzes schreibt vor: «Der Rückweisungsantrag für den ganzen Entwurf oder einen Teil davon muss so formuliert werden, dass es dem Staatsrat oder der Kommission möglich ist, den Rückweisungsgrund und das erwartete Ergebnis klar zu erkennen.» Im Folgenden erläutert die Kommission die Gründe für ihren Rückweisungsantrag.

2.1. Trennung der Kosten für Material und Pädagogik

Die Kommission ist der Ansicht, dass die Kosten für Pädagogik – Ausbildung der Lehrpersonen und pädagogische Begleitung – in Zusammenhang mit der Umsetzung des digitalen Teils des PER (20,1 Millionen Franken über 5 Jahre) aus dem Entwurf herausgenommen und in die ordentlichen Budgets für die Laufende Rechnung der Ämter für Unterricht aufgenommen werden müssen. Es geht nicht an, diese Elemente der Volksabstimmung zu unterbreiten, denn unabhängig vom Ergebnis muss der Kanton seine interkantonalen Verpflichtungen (Einhaltung des HarmoS-Konkordats und der Westschweizer Schulvereinbarung) erfüllen. Die Kommission stellt ausserdem fest, dass die Einführung des digitalen Teils des Lehrplans 21 im deutschsprachigen Teil aus ordentlichen Budgets finanziert wurde. Die Fairness halber sollte das auch im französischsprachigen Teil der Fall sein.

2.2. Übernahme der Kosten für die Informatikausstattung der Primarschule durch den Staat

Im PER ist die digitale Bildung nun als Fachbereich verankert. Ihr Unterricht beginnt schrittweise ab der 1H und wird während der gesamten obligatorischen Schulzeit fortgesetzt. Die Kommission ist der Ansicht, dass die Informatikausrüstung, die für einen reibungslosen Ablauf des Unterrichts nötig ist, als Schulmaterial betrachtet werden sollte. Somit obliegt es dem Staat, gemäss Artikel 66 Abs. 2 des Gesetzes über die obligatorische Schule, die Kosten von der 1H bis zur 11H vollständig zu übernehmen.

Die durch die Einführung der DigiBi-Strategie verursachten Ausgaben würden gemäss den von der Direktion vorgelegten Zahlen wie folgt aussehen:

> Einrichtung eines einheitlichen Beschaffungsportals für die Bestellung von IT-Ausrüstung für die obligatorischen Schulen	1,65 Mio.
> Kauf von Informatikausrüstung für die Schüler/innen der OS	12,6 Mio.
> Kauf von Informatikausrüstung für Primarschüler/innen (gemäss den empfohlenen Ausstattungsstandards)	6,5 Mio.*
> Kauf von Informatikausrüstung für das kantonale Lehr- und Verwaltungspersonal der Schulen	5,8 Mio.
> Einrichtung eines IT-Supports auf Kantonsebene	9,5 Mio.
> Umsetzung, Verwaltung und Betrieb des Programms	17,9 Mio.
Total zu Lasten des Kantons	53,95 Mio.

*Dieser Betrag berücksichtigt nicht den Kommissionsantrag, die Klassen 1H und 2H nicht mit Informatikausrüstung auszustatten (siehe unten).

2.3. Ausstattung mit Informatikausrüstung

Die Kommission stellt fest, dass laut PER die digitale Bildung der Schülerinnen und Schüler der 1H und 2H «unplugged» erfolgen kann, d. h. ohne den Einsatz von Informatikausrüstung. Sie fordert den Staatsrat daher auf, die Klassen 1H und 2H von den in der DigiBi-Strategie vorgesehenen Ausstattungsstandards (1 Tablet pro 6 Schülerinnen und Schüler) auszunehmen.

Die Kommission fordert den Staatsrat zudem auf, anstelle einer Mindestausstattung pro Schulstufe eine Bandbreite zwischen einer Mindestausstattung, welche die digitale Gleichheit unter den Schülern und Schülerinnen gewährleistet, und einer Maximalausstattung, die aber dennoch eine gewisse digitale Sparsamkeit sicherstellen soll, vorzuschlagen.

2.4. Ergänzungen, die in der Botschaft angebracht werden müssen

Die Kommission fordert den Staatsrat schliesslich auf, seine Botschaft mit folgenden Elementen zu ergänzen und anzureichern:

- > Bilanz der Auswirkungen der Einführung der DigiBi-Strategie auf die Umwelt (Anzahl der beschafften Geräte, Nutzungsdauer, Recycling, Stromverbrauch ...);
- > Zusammenfassung von Studien, die sich mit den Auswirkungen der Informatiknutzung auf die Gesundheit von Kindern beschäftigen. Die Studien können in Anhängen zur Botschaft angefügt werden;
- > Bilanz der Erfahrungen mit der Digitalisierung des Bildungswesens, die in den Sensler OS, in anderen Kantonen und im Ausland, insbesondere in Schweden, gemacht wurden. Die Berichte können in Anhängen zur Botschaft angefügt werden.

3. Schlussantrag

Die Ad-hoc-Kommission fordert den Grossen Rat auf, auf den Entwurf zur Änderung des Schulgesetzes betreffend die kantonale digitale Bildungsstrategie an den Regel- und Sonderschulen einzutreten und ihn an den Staatsrat zurückzuweisen, damit dieser ihn gemäss den oben gemachten Vorschlägen ändert.